



Citation: ATHMOUNI, A. , “Sous l’ombre des conflits: la gouvernance des ressources pétrolières de la Libye révolutionnaire”, *Peace & Security – Paix et Sécurité Internationales*, No 14, 2026.

Received: 20 December 2025.

Accepted: 30 March 2026.

SOUS L’OMBRE DES CONFLITS: LA GOUVERNANCE DES RESSOURCES PÉTROLIÈRES DE LA LIBYE RÉVOLUTIONNAIRE

Asma ATHMOUNI ¹

I. INTRODUCTION — II. LA GOUVERNANCE PÉTROLIÈRE AU CŒUR DU
CONFLIT LIBYEN — III. GOUVERNANCE PÉTROLIÈRE ET PERSPECTIVES
DE PAIX — IV. CONCLUSION — V. RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

RESUMÉ: Depuis l’ère de Kadhafi jusqu’à l’après-révolution de 2011, la Libye a toujours été confrontée à des défis majeurs dans la gouvernance de ses ressources pétrolières. La gestion du pétrole est marquée par des rivalités entre acteurs, des luttes pour le contrôle des revenus et une fragmentation institutionnelle persistante. Ces dynamiques influencent fortement la stabilité politique et économique du pays et révèlent les limites de l’État dans la régulation et la redistribution équitable des richesses pétrolières. L’étude met en lumière la nécessité de réformes institutionnelles et d’une coopération internationale pour garantir une gouvernance plus stable et durable du secteur pétrolier libyen.

MOT CLES: Libye, pétrole, gouvernance, conflits, fragmentation, ressources naturelles.

IN THE SHADOW OF CONFLICT: THE GOVERNANCE OF OIL RESOURCES IN REVOLUTIONARY LIBYA

ABSTRACT: From the era of Gaddafi to the post-2011 period, Libya has consistently faced major challenges in the governance of its oil resources. Oil management has been marked by rivalries among actors, struggles over revenue control, and persistent institutional fragmentation. These dynamics strongly affect the country’s political and economic stability and reveal the limits of the state in regulating and redistributing oil wealth. The study highlights the need for institutional reforms and international cooperation to ensure a more stable and sustainable governance of Libya’s oil sector.

KEYWORDS: Libya, oil, governance, conflicts, fragmentation, natural resources.

¹ Doctorante en droit public, Asma Athmouni prépare une thèse en cotutelle entre l’Université de Carthage (Tunisie) et l’Université de Jaén (Espagne), portant sur la régulation du secteur énergétique.



A LA SOMBRA DE LOS CONFLICTOS: LA GESTIÓN DE LOS RECURSOS PETROLÍFEROS DE LA LIBIA REVOLUCIONARIA

RESUMEN: Desde la era de Gadafi hasta el período posterior a 2011, Libia ha enfrentado consistentemente desafíos importantes en la gobernanza de sus recursos petroleros. La gestión del petróleo se ha caracterizado por rivalidades entre actores, luchas por el control de los ingresos y una fragmentación institucional persistente. Estas dinámicas afectan fuertemente la estabilidad política y económica del país y revelan los límites del Estado para regular y redistribuir equitativamente la riqueza petrolera. El estudio destaca la necesidad de reformas institucionales y cooperación internacional para garantizar una gobernanza más estable y sostenible del sector petrolero libio.

PALABRAS CLAVE: Libia, petróleo, gobernanza, conflictos, fragmentación, recursos naturales.

I. INTRODUCTION

“Le vieux monde se meurt, le nouveau tarde à apparaître,
et dans ce clair-obscur surgissent les monstres”

Antonio Gramsci, *Cahiers de prison*²

Le “printemps arabe” de 2011³ a marqué un tournant décisif dans l’histoire contemporaine du Moyen-Orient et du Maghreb. Ce mouvement de révolte populaire, né du refus des régimes autoritaires, a rapidement révélé les fragilités structurelles des Etats de la région. La Libye constitue, à cet égard, un exemple paradigmatique de ce que peuvent engendrer simultanément la chute d’un régime, l’abondance d’une rente pétrolière et l’absence d’institutions consolidées. Elle symbolise à la fois l’espoir d’un renouveau démocratique et la complexité des transitions post-révolutionnaires.

Comprendre la crise libyenne suppose avant tout de revenir aux fondements de son système politique: un modèle autoritaire érigé sur la promesse

² GRAMSCI, A., *Les Cahiers de prison*, Cahier 3, Gallimard, Paris, 1983 [1948], p. 283.

³ Porté par le slogan devenu emblématique “Le peuple veut” (*Chaab yourid*), le Printemps arabe ou les révolutions arabes, trouve son origine en Tunisie, dans la région de Sidi Bouzid, au centre du pays, où Mohamed Bouazizi, un jeune vendeur ambulant, s’est immolé le 17 décembre 2010. Cet acte de désespoir, symbole de la contestation contre l’arbitraire, la corruption et les injustices sociales, a déclenché une vague de soulèvements populaires dans plusieurs pays arabes ; notamment en Égypte, en Libye, en Syrie et au Yémen ; traduisant une aspiration commune à la liberté, à la dignité et à la justice. Voir: SADIKI, L., *The Arab Spring: The End of Postcolonialism*, Zed Books, London, 2012.



d'une modernisation, sans véritable participation citoyenne. Comme le souligne Bernard Badie, en évoquant la trajectoire politique des régimes arabes "qu'ils soient traditionnels ou révolutionnaires, monarchiques ou républicains, ces régimes étaient autocratiques, non participatifs, répressifs, mais se présentaient à la face du monde avec le label rassurant de modernisateur"⁴.

La modernisation, ici, n'était qu'une façade, un projet politique qui a confondu croissance économique et démocratie, prospérité et légitimité. Elle a permis d'élever le niveau de vie, mais non celui du débat public. En Libye, cette modernisation sans citoyenneté a peu à peu remplacé la confiance par la dépendance, et la participation par l'allégeance. Cette modernisation, loin d'incarner une réelle émancipation politique, a surtout servi de paravent à l'absence d'un projet social et démocratique réel, elle a donné l'illusion d'une transformation maîtrisée, alors qu'en réalité, elle consolidait un pouvoir centralisé et excluant.

C'est dans ce sens que Dirk Vandewalle, dans son ouvrage *A history of Modern Libya*, décrit l'État libyen comme "superficiellement fort" (superficially, looked strong)⁵. Derrière la solidité apparente d'un État centralisé, se cachait la fragilité d'un pouvoir sans relais, voire sans véritable ancrage institutionnel. En cherchant à tout contrôler, le régime s'est privé de ce qui fonde la durabilité d'un État. La force proclamée de la "Jamahiriya" n'était peut-être que l'ombre portée de sa propre vulnérabilité. Le régime préparait, à son insu, les conditions mêmes de sa crise de légitimité. Dès les premières manifestations contre le régime de Mouammar Kadhafi en 2011, la Libye a plongé dans une dynamique de recomposition politique où les révolutionnaires (thouwar), les groupes tribaux et les milices locales se sont affirmés comme acteurs déterminants⁶, révélant l'incapacité de l'État à monopoliser la violence légitime⁷ et à garantir la sécurité.

Cette fragilité institutionnelle s'enracine dans une succession de séquences structurantes. En effet, la colonisation italienne a laissé un État faiblement in-

⁴ BADIE, B., "Printemps arabe : un commencement", *Études*, No. 415, juillet-août 2011, pp. 7-18.

⁵ VANDEWALLE, D., *A History of Modern Libya*, Cambridge University Press, 2012, p. 7.

⁶ VOTRADOVCOVÁ, H., "Beyond Qaddafi's Shadows: Subnational Narratives in Research on Post-Revolutionary Libya", *Analele Universității "Ovidius" din Constanța – Seria Științe Politice*, Vol. 6, 2017, p. 118.

⁷ WEBER, M., *Le Savant et le Politique*, Paris, Plon, 1959, p. 124.



tégré, la monarchie de Idris al-Sanusi, lié à la confrérie des "Senoussis" a maintenu une dépolitisation de la sphère publique et un affaiblissement de la société civile, au profit des alliances tribales servant de support à la monarchie. En outre, la révolution de 1969 a permis à Kadhafi, lui-même issu de la tribu des "Kadhafas" de Syrte, de centraliser la rente pétrolière afin de consolider une gouvernance autoritaire. Cette dynamique illustre à la fois la logique de l'État rentier⁸ et le déficit démocratique dissimulé derrière les discours du Livre vert sur le pouvoir populaire. La réalité institutionnelle demeurait celle d'un "archaïsme inventé", organisé, ou sous-organisé entre tribus; mais pas entre pouvoirs institutionnels modernes (exécutif, législatif, judiciaire)⁹.

En parallèle, Kadhafi a méthodiquement affaibli l'établissement religieux traditionnel, le reléguant à un simple rôle consultatif auprès des tribunaux et le privant de sa fonction d'arbitre de la charia¹⁰. Ce faisant, il s'est retourné contre l'une des bases fondatrices de sa propre légitimité, fragilisant ainsi la cohésion interne du régime et accélérant à terme sa crise d'autorité.

La Libye sous Kadhafi, révèle avec acuité les dynamiques décrites par Hannah Arendt dans son analyse du totalitarisme¹¹. Le régime ne se contentait pas de contraindre, il s'infiltrait dans le quotidien, modelant les comportements et transformant l'obéissance automatique en réflexe, presque mécanique. A cet égard, l'indifférence, loin d'être neutre, devient complice, et la majorité silencieuse agit comme un écho involontaire de la peur et de la fragmentation sociale. Kadhafi, jouant sur le tribalisme et les divisions, exploitait ces fractures pour mouvoir les individus comme des pions sur l'échiquier du pouvoir, rendant illusoire toute tentative de solidarité collective. La terreur n'était pas seulement dans les actes visibles, mais dans cette normalisation de la passivité, où le silence et la soumission tissaient la toile d'un contrôle total. Ainsi, la Libye démontre que le totalitarisme ne se limite pas à imposer une vision unique: il prospère dans le mouvement discret de l'indifférence, dans l'inaction des citoyens et dans l'instrumentalisation de leurs différences,

⁸ Pour approfondir la notion d'État rentier, il est recommandé de consulter: BEBLAWI, H. et LUCIANI, G. (Eds.), *The Rentier State*, 1^{re} éd., Routledge, 1987.

⁹ M'RAD, H., *Révolutions Arabes et Jihadisme: Essai Politique*, Nirvana, 2017, p. 37.

¹⁰ ST JOHN, R. B., *Libya: From Colony to Revolution*, Oneworld Publications, London, 2011, pp. 475-476.

¹¹ ARENDT, H., *Les Origines du totalitarisme*, éd. Gallimard, collection Quarto, Paris, 2002, 1632 p.



faisant de “la plèbe”¹² l’artisan, souvent inconscient, de sa propre répression.

Simultanément, la structure tribale s’est imposée comme un cadre persistant de régulation et de mobilisation, où l’étendue du territoire, la dispersion démographique et la centralité des solidarités locales confèrent aux tribus un rôle structurant dans la distribution de la rente pétrolière et le maintien de l’ordre. Articulés aux enjeux propres à la Libye post-révolutionnaire, ces rivalités, loin d’être des vestiges culturels, demeurent les matrices du pouvoir et de la paix. Le pays, historiquement structuré en trois grandes régions; la Tripolitaine à l’Ouest, la Cyrénaïque à l’Est autour de Benghazi, et le Fezzan au Sud; portait déjà en lui des tensions régionalistes latentes, particulièrement marquée entre la Cyrénaïque et la Tripolitaine. Ce système, à la fois d’autorégulation et de dérégulation; d’équilibres et de rivalités locales, est progressivement devenu un instrument de gouvernance, permettant au régime de consolider son autorité, tout en empêchant l’émergence d’alternatives politiques structurées.

L’effondrement institutionnel a laissé un vide structurel que les acteurs locaux, tribaux, militaires et politiques, se sont empressés de combler, réactivant des formes hybrides de gouvernance et de régulation informelle, conformément à l’analyse de Migdal sur l’adaptation des sociétés fortes face à la faiblesse de l’Etat central¹³.

Dans ce contexte, la rente pétrolière, longtemps instrument de légitimation et de contrôle centralisé sous Kadhafi, est devenue simultanément un levier de pouvoir, une source de conflit et un instrument de survie économique

¹² “Loin de son acception péjorative ; qui assimile la plèbe au bas peuple ou à la populace, la notion de plèbe peut se définir de manière plus profonde et plus nuancée. Historiquement, la plèbe romaine ne désigne pas les pauvres, mais l’ensemble de ceux qui, sans appartenir au corps des patriciens, étaient exclus de la parole et de la décision politiques. Michel Foucault réélabore cette notion en refusant la division entre prolétariat et groupes marginalisés (délinquants, prisonniers, malades mentaux, etc.). Il propose de comprendre la plèbe comme une masse hétérogène, à l’intérieur de laquelle se distingue une plèbe prolétarisée (le prolétariat) et une plèbe non prolétarisée. Foucault renverse alors le rapport traditionnel entre peuple et plèbe : ce n’est plus la plèbe qui est une fraction résiduelle du peuple, mais le peuple; compris au sens marxiste comme prolétariat; qui n’est qu’une partie de la plèbe”. FOUCAULT, M., “Les mailles du pouvoir” (entretien avec A. Fontana et P. Pasquino, 1976), in *Dits et écrits*, t. II, 1976-1988, Paris, Gallimard, 2001, pp. 1009-1010.

¹³ MIGDAL, J. S., *Strong Societies and Weak States: State-Society Relations and State Capabilities in the Third World*, Princeton, Princeton University Press, 1988.



pour des acteurs multiples, amis comme ennemis.

La Libye, ce pays nord-africain, riche en hydrocarbures, qui a connu une succession de ruptures et de recompositions qui ont profondément façonné son histoire contemporaine, se trouve prise dans un paradoxe bien connu dans les études sur les ressources naturelles: celui de la malédiction des ressources, exprimant la situation d'un Etat où la richesse pétrolière, au lieu de consolider la paix et le développement, alimente les rivalités et fragilise la gouvernance¹⁴. L'effondrement de l'Etat, la recomposition du pouvoir, la prolifération des armes, la montée de l'extrémisme et surtout l'instrumentalisation du pétrole, sont autant de conséquences directes d'une tradition d'exclusion politique que connaît la Libye tout au long de son histoire. Selon des estimations de l'International Crisis Group, environ 125.000 individus armés étaient actifs sur l'ensemble du territoire libyen¹⁵, témoignant d'un désordre profondément enraciné. Dès lors, la rente pétrolière dépasse le simple enjeu économique, pour devenir l'élément central des négociations de pouvoir et le pivot autour duquel se structurent alliances, conflits et stratégies de survie.

À cette dynamique interne complexe et la logique spécifique de construction de l'Etat, s'ajoute l'influence déterminante des acteurs internationaux. L'abondance des ressources pétrolières, attise depuis des décennies les convoitises et les rivalités de puissances régionales et mondiales, qui s'efforcent d'étendre leurs zones d'influence, en orientant, directement ou indirectement, la distribution de la rente pétrolière au service de leurs propres intérêts.

Cette imbrication d'intérêts extérieurs contribue à complexifier davantage le conflit libyen, en nourrissant un climat de méfiance et de rivalités croisées. C'est dans ce contexte que se développent des lectures dites conspirationnistes, qui interprètent les bouleversements politiques comme le fruit de manœuvres orchestrées en coulisses par des puissances étrangères. Ces théories, dont les fondements conceptuels ont été analysés par Karl Popper dans *La société ouverte et ses ennemis*, reposent sur l'idée que les grands

¹⁴ KARL, T. L., *The Paradox of Plenty: Oil Booms and Petro-States*, University of California Press, Berkeley, 1997, p. 3.

¹⁵ International Crisis Group, *Holding Libya Together: Security Challenges after Qadhafi*, Middle East/North Africa Report No.115, 14 décembre 2011, p. 8, <https://www.crisisgroup.org/middle-east-north-africa/libya/115-holding-libya-together-security-challenges-after-qadhafi>



événements historiques résultent d'une volonté délibérée d'acteurs puissants plutôt que de processus sociaux et politiques complexes. Leur persistance en Libye illustre la difficulté à distinguer, dans un espace traversé par les ingérences et les alliances mouvantes, la part du calcul géopolitique de celle du désordre systémique, exprimant, comme Popper le souligne, une quête de sens surgissant du désordre, et une tentative d'attribuer à la volonté humaine, ce qui relève de logiques systémiques complexes¹⁶.

Derrière ces récits concurrents se cache pourtant une question fondamentale; celle de la souveraineté réelle d'un État dont la principale richesse est à la fois source de puissance et d'asservissement. Cette étude cherche donc à savoir comment transformer la rente pétrolière, facteur de division et d'inégalité, en un levier de reconstruction, de réconciliation et de stabilité?

Longtemps utilisée comme instrument de contrôle centralisé sous le régime de Kadhafi, la rente pétrolière est devenue, après la chute du régime, un espace de compétition où s'entrecroisent rivalités internes et ambitions étrangères. Dans ce contexte, la présente analyse s'appuie sur les travaux de Max Weber relatifs à l'État moderne et au monopole de la violence légitime, ainsi que sur les théories de l'État rentier, de la Dutch disease¹⁷ et de la malédiction des ressources naturelles. Elle repose sur l'hypothèse selon laquelle l'absence d'institutions solides, transparentes et inclusives a favorisé la captation concurrentielle de la rente pétrolière par des acteurs politiques, militaires et régionaux rivaux.

Longtemps instrument de contrôle centralisé sous Kadhafi, la rente est

¹⁶ POPPER, K., *La société ouverte et ses ennemis*, Paris, Payot, 1972.

¹⁷ Le Dutch disease désigne le phénomène par lequel l'exploitation intensive d'une ressource naturelle (ici le pétrole) fragilise structurellement le reste de l'économie nationale. Un boom des ressources génère deux effets conjoints: un effet de dépense, lié à l'afflux massif de revenus, et un effet de déplacement des facteurs de production vers le secteur extractif, entraînant une appréciation du taux de change réel qui réduit la compétitivité des autres secteurs exportateurs et décourage toute diversification économique. À terme, cette dynamique alimente une dépendance structurelle aux hydrocarbures et entrave le développement industriel du pays. Ce concept a progressivement cédé la place à la notion plus englobante de "malédiction des ressources", qui explique plus généralement pourquoi de nombreux pays en développement riches en ressources connaissent une croissance économique structurellement faible. Voir: CORDEN, W. M. et NEARY, J. P., "Booming Sector and De-Industrialisation in a Small Open Economy", *The Economic Journal*, Vol. 92, No. 368, 1982, pp. 825-848 et AUTY, R. M., *Sustaining Development in Mineral Economies: The Resource Curse Thesis*, Routledge, London, 1993.

devenue, après sa chute, un champ de compétition où se croisent intérêts locaux et ambitions étrangères.

Cette étude suggère que la réponse réside dans la combinaison de réformes institutionnelles, de mécanismes de transparence et d'une gouvernance inclusive, seule capable d'articuler les intérêts locaux, nationaux et internationaux. Dans cette perspective, notre analyse s'articule autour de deux dimensions: d'une part, elle examine la gouvernance pétrolière au cœur du conflit libyen; d'autre part, elle analyse les perspectives de paix en montrant comment la rente pétrolière peut devenir un instrument de reconstruction, de pacification et de durabilité.

En mettant en lumière les contradictions, les opportunités et les limites d'une rente souvent perçue comme une malédiction autant qu'une richesse, on a cherché à dépasser la simple description du conflit libyen pour proposer une réflexion sur les liens intrinsèques entre ressources pétrolières, gouvernance et construction de la paix.

Conscients de la diversité des lectures possibles du cas libyen, nous avons veillé à adopter une approche analytique équilibrée, fondée sur une objectivation des faits et un souci de distanciation critique. Cette posture s'inspire à la fois de la neutralité axiologique de Max Weber¹⁸, qui vise à séparer le jugement scientifique de la prise de position normative; et de la réflexivité bourdieusienne¹⁹, qui rappelle la nécessité pour le chercheur de prendre conscience de ses propres présupposés dans l'analyse de phénomènes complexes.

II. LA GOUVERNANCE PÉTROLIÈRE AU CŒUR DU CONFLIT LIBYEN

À l'aune des crises récurrentes et des rivalités persistantes, la question pétrolière en Libye cristallise les enjeux de pouvoir et les divisions qui minent la construction d'un État unifié. Depuis 2011, "l'or noir", censé incarner la promesse d'une reconstruction nationale, alimente au contraire la compétition pour le contrôle des ressources. Dans un contexte d'impasse politique et d'institutions affaiblies, la manne pétrolière s'est muée en un champ de confrontation où s'opposent des visions concurrentes de l'État et de son avenir. Les travaux consacrés aux conflits alimentés par les ressources

¹⁸ WEBER, M., *Essais sur la théorie de la science*, Plon, Paris, 1965, pp. 183-189.

¹⁹ BOURDIEU, P., *Science de la science et réflexivité, Raisons d'agir*, Paris, 2001, pp. 15-25.



naturelles éclairent parfaitement cette dynamique. Ross montre que le pétrole peut favoriser la violence en permettant aux groupes armés de financer leurs opérations, en accroissant la valeur stratégique de la victoire et en fragilisant les institutions étatiques par la corruption et la capture de décisions²⁰. Collier et Hoeffler soulignent que l'abondance d'une rente favorise des incitations stratégiques à la lutte armée, transformant le contrôle des ressources en un objectif directement lié à la survie politique et économique des acteurs²¹. À mesure que les alliances se font et se défont, que les revendications tribales et territoriales s'intensifient, le pétrole devient le cœur d'une dynamique de pouvoir qui redessine les équilibres internes et exacerbe les tensions sociales et politiques. Cette économie de guerre, nourrie par le chaos et les rivalités, ébranle à la fois l'intégrité territoriale du pays et la possibilité d'un nouvel ordre politique cohérent. Dès lors, la gouvernance pétrolière ne relève plus d'une simple question économique: elle constitue le miroir des contradictions d'un État dont la souveraineté est tiraillée entre ambitions locales et influences extérieures.

1. Le pétrole: instrument de pouvoir

Les dynamiques politiques libyennes sont étroitement liées à la gestion des ressources pétrolières. La rente pétrolière constitue à la fois un instrument de pouvoir, de légitimation et de compétition entre les différents acteurs du conflit.

A. Centralisation de la rente et logiques néo-patrimoniales

À l'aube de l'ère pétrolière, la Libye s'est trouvée au cœur de dynamiques économiques et politiques inédites, où le pétrole se révélait à la fois levier de pouvoir et catalyseur de tensions durables. Dès le milieu des années 1960, avec l'adhésion à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et les premiers pics de production, le pays s'est imposé comme un exportateur majeur, attirant les convoitises étrangères et créant des dépendances régionales.

²⁰ ROSS, M. L., *The Oil Curse: How Petroleum Wealth Shapes the Development of Nations*, op. cit., pp. 145-146.

²¹ COLLIER, P. et HOFFLER, A., "Resource Rents, Governance, and Conflict", *Journal of Conflict Resolution*, Vol. 49, No. 4, 2005, pp. 625-633.



La gestion des hydrocarbures a cristallisé l'autorité de l'État, mais aussi ses fragilités. Les régimes successifs, de la monarchie à Kadhafi, ont modelé la gouvernance autour du contrôle exclusif des ressources par la centralisation des revenus, la corruption et la distribution sélective pour asseoir l'influence. Un système qui, selon J. A. Allan n'a fait que renforcer le rôle du secteur public dans l'allocation des ressources d'investissement et dans la gestion générale de l'économie²².

Le pétrole est ainsi devenu l'instrument privilégié de la légitimité politique, un vecteur de pouvoir capable de fédérer autant que de diviser. Ce phénomène illustre la persistance des pratiques néo-patrimoniales. C'est à Max Weber qu'on doit le terme premier de patrimonialisme, concept qu'il analyse comme un mode de domination où le détenteur du pouvoir traite les ressources de l'État comme son patrimoine propre et tire sa légitimité de la tradition²³. Transposé dans le contexte d'un État moderne doté de structures légales et formelles, le néo-patrimonialisme, forgé par Shmuel Eisenstadt²⁴ et développé notamment par Jean-François Médard²⁵, désigne la reconfiguration, dans un cadre contemporain, d'un modèle ancien de domination qui, en combinant arbitraire personnel et normes traditionnelles, étend la logique de l'autorité patriarcale à l'ensemble de la société²⁶.

En dépit de son discours révolutionnaire, Mouammar Kadhafi a largement reproduit ces mécanismes après son arrivée au pouvoir en 1969. Les revenus pétroliers ont favorisé l'enrichissement de certaines élites tribales et consolidé des réseaux de faveur étroitement liés au régime. Ainsi, loin de rompre avec les logiques héritées de la monarchie, le système kadhafiste a renforcé les pratiques de prédation, de favoritisme et de concentration du

²² ALLAN, J. A., *Libya: The Experience of Oil*, Routledge, London, 2022, p. 20.

²³ WEBER, M., *Économie et société*, Paris, Plon, 1971, p. 323.

²⁴ EISENSTADT, S. N., *Traditional Patrimonialism and Modern Neopatrimonialism*, Beverly Hills, Sage Publications (Little, Brown and Company Series in Comparative Politics), 1973.

²⁵ MÉDARD, J.-F., "L'État néo-patrimonial en Afrique : une bibliographie raisonnée" in MÉDARD, J.-F., *L'État contemporain en Afrique*, Paris, Karthala, 1990, pp. 25-36.

²⁶ FAURÉ, Y.-A. et MÉDARD, J.-F., "L'État business et les politiciens entrepreneurs. Néo-patrimonialisme et Big men : économie et politique", 1994, pp. 289-309 ; NGOVON, G., "Le contrôle des ressources de l'État, un enjeu des conflits en Centrafrique", *Les Cahiers d'Outre-Mer*, No. 272, 2015, p. 505.



pouvoir autour de la rente pétrolière²⁷.

B. Territorialisation de la rente et fragmentation du pouvoir

La concentration géographique des gisements accentue cette dynamique. Le “croissant pétrolier” (Ras Lanouf, Es Sider, Brega, Zueitina) et le Fezzan constituent les principaux nœuds de la production et de l’exportation. Contrôler ces infrastructures, c’est contrôler la manne financière et symbolique de la Libye, et donc les leviers principaux de la compétition politique. Selon Martinez, la mainmise sur les ressources pétrolières au profit des clans du régime s’est effectuée à travers trois structures: les appareils sécuritaires, la National Oil Company (NOC) et la Libyan Arab Foreign Investment Company (Lafico)²⁸.

Le secteur des hydrocarbures en Libye représentait également une part écrasante des recettes d’exportation et des revenus publics; le pétrole et le gaz constituaient environ 95 % des exportations totales du pays et environ 70 à 75 % des recettes de l’État. La révolution de 2011 a ouvert un espace inédit où l’autorité de l’État s’est effacée devant des “zones de souveraineté” régionales, où milices et groupes armés se partagent la gestion des terminaux et oléoducs; chaque gisement devient à cet effet un enjeu de pouvoir concret, où la lutte armée se confond avec la compétition économique. Les installations pétrolières, auparavant symboles de centralisation, sont devenues des leviers de pouvoir pour ceux qui savent les contrôler. Les fermetures temporaires, les taxes de sécurité et les circuits informels transforment le pétrole en moyen de pression et en monnaie de guerre²⁹.

La rente pétrolière, abondante et concentrée représente également un vecteur de reconnaissance et de légitimité locale. Tribes et communautés des zones productrices revendiquent un droit sur la rente, estimant que l’exploitation de leurs territoires leur confère une légitimité particulière pour asseoir leur domination. À chaque épisode de l’histoire libyenne, la rente pétrolière a servi de levier décisif, orientant les trajectoires politiques et redessinant en profondeur les structures sociales. Dans ce contexte, le pétrole structure les

²⁷ PARGETER, A., *Libya: The Rise and Fall of Qaddafi*, Yale University Press, 2012, p. 41.

²⁸ MARTINEZ, L., “Libye: les usages mafieux de la rente pétrolière”, *Politique africaine*, No. 125, 2012, pp. 23-42.

²⁹ BEN LAMMA, M. F., “Immuable et changeante : la géopolitique libyenne de l’après Kadhafi”, *Maghreb – Machrek*, No. 214, 2012, p. 157.



rapports de force, façonne les alliances et dicte la hiérarchie des pouvoirs, révélant que la maîtrise des hydrocarbures est indissociable de l'exercice de pouvoir.

La réalité confirme ces analyses; la rente sert non seulement à payer des combattants et des milices, mais aussi à entretenir des réseaux clientélistes et transnationaux qui structurent la compétition politique³⁰. La fragilité institutionnelle rend le système particulièrement vulnérable aux actions de blocage et à la privatisation des recettes.

Dès lors, l'héritage historique, la concentration géographique et la logique de capture convergent pour faire du pétrole en Libye, un instrument de pouvoir absolu, capable d'orienter le destin politique du pays.

2. Ingérences étrangères et internationalisation du conflit

“Une révolution, c'est une idée qui a trouvé ses baïonnettes”

Napoléon Bonaparte

La question pétrolière libyenne ne peut être dissociée des dynamiques géopolitiques régionales et internationales qui traversent le pays depuis 2011. La rente pétrolière, combinée à la position stratégique de la Libye entre Méditerranée, Maghreb et Sahel, a favorisé une internationalisation progressive du conflit et renforcé les logiques de dépendance extérieure.

A. Le pétrole comme enjeu géopolitique et instrument d'influence

Figure controversée, tour à tour admirée et redoutée, Mouammar Kadhafi a longtemps incarné la singularité politique du monde arabe. À la fois symbole d'indépendance et d'autoritarisme, il a façonné un État dont la stabilité reposait sur un équilibre artificiel entre redistribution de la rente pétrolière et concentration du pouvoir. La nationalisation des concessions étrangères dans les années 1970, l'affirmation de la souveraineté libyenne sur le “croissant pétrolier” et sa position ferme au sein de l'OPEP ont fait du pétrole un instrument de légitimité interne et un levier d'influence internationale. Inspiré par une logique de souveraineté économique, Kadhafi a cherché à affirmer l'autonomie de la Libye face aux puissances occidentales, tout en faisant du

³⁰ LACHER, W., *Libya's Fragmentation: Structure and Process in Violent Conflict*, I.B. Tauris, Londres, 2020.



pétrole un pilier de sa diplomatie.

Ce modèle, fondé sur la centralisation du pouvoir et la captation de la rente, a permis d'ériger un État rentier fort mais peu institutionnalisé, un équilibre fragile que la chute du régime a fait éclater.

La géographie libyenne renforce cette centralité stratégique. Située au carrefour du Maghreb, du Sahel et de la Méditerranée, la Libye occupe une position géopolitique singulière: elle contrôle une façade maritime de près de 2.000 km face à l'Europe du Sud et partage plus de 4.000 km de frontières terrestres avec six pays africains, dont le Tchad, le Niger et le Soudan. Cette configuration lui confère un rôle ambivalent : pivot énergétique et zone tampon sécuritaire. Le territoire libyen relie en effet les circuits méditerranéens des hydrocarbures aux routes sahéliennes des flux migratoires et des trafics. Le "croissant pétrolier", zone côtière reliant Syrte à Benghazi, concentre les principaux terminaux d'exportation, tandis que les champs du Fezzan, au Sud, s'étendent vers les zones frontalières les plus instables du continent. Selon une lecture inspirée de "la géopolitique classique"³¹, cette position médiane confère à la Libye une valeur stratégique disproportionnée par rapport à son poids démographique (environ 7 millions d'habitants pour des réserves prouvées de 48 milliards de barils); c'est un espace-charnière où se croisent les intérêts énergétiques, sécuritaires et géoéconomiques de trois continents.

C'est dans ce contexte que le soulèvement populaire de 2011 a provoqué une recomposition brutale des rapports de force. L'intervention militaire de l'OTAN, menée sous mandat des Nations unies et justifiée par le principe de la responsabilité de protéger, s'est rapidement transformée en stratégie de changement de régime³² et de fragmentation de l'Etat en zones d'influence. Les théories de Tilly³³ et de Skocpol³⁴ trouvent ici un écho évident: la disparition du monopole de la violence et de la fiscalité a entraîné une désétatisation du pouvoir et la prolifération d'acteurs armés cherchant à capter la rente pétrolière comme ressource de survie et d'autorité.

³¹ MACKINDER, H. J., "The Geographical Pivot of History", *The Geographical Journal*, Vol. 23, No. 4, 1904, pp. 421-437.

³² CHIVVIS, C. S., *Toppling Qaddafi: Libya and the Limits of Liberal Intervention*, Cambridge University Press, Cambridge, 2014.

³³ TILLY, C., *Coercion, Capital, and European States, AD 990–1992*, Oxford, Blackwell, 1992.

³⁴ SKOCPOL, T., *States and Social Revolutions: A Comparative Analysis of France, Russia, and China*, Cambridge University Press, Cambridge, 1979.



L'Est, dominé par le maréchal Khalifa Haftar et son Armée nationale libyenne, bénéficie du soutien de l'Égypte, des Émirats arabes unis et de la Russie. Chacun de ces acteurs y poursuit une rationalité propre: Le Caire cherche à sécuriser sa frontière et à prévenir les infiltrations djihadistes, Abou Dhabi vise à contenir l'influence des Frères musulmans et à asseoir sa puissance régionale, Moscou; à travers la présence du groupe Wagner inscrit la Libye dans un arc d'influence énergétique et militaire reliant la Syrie à l'Afrique centrale³⁵. À l'Ouest, le Gouvernement d'union nationale (GNA), reconnu par l'ONU, s'appuie sur la Turquie et le Qatar. L'intervention turque en 2020, combinant assistance militaire et accord maritime bilatéral sur les zones économiques exclusives, illustre parfaitement la diplomatie du "*smart power*" décrite par Nye où la projection militaire soutient les ambitions énergétiques en Méditerranée orientale³⁶.

Cette recomposition des alliances révèle une interdépendance paradoxale: l'Est détient les ressources, tandis que l'Ouest contrôle les flux financiers. Les revenus pétroliers, centralisés par la National Oil Corporation (NOC) et redistribués via la Banque centrale de Tripoli, constituent à la fois une source de financement et un instrument de légitimité politique.

B. Dynamiques transfrontalières et dépendance structurelle

La recomposition des alliances en Libye s'inscrit dans un système complexe de dépendances croisées, où chaque acteur cherche à contrôler les circuits pétroliers afin d'asseoir son hégémonie. La rente pétrolière, loin de favoriser l'unité nationale, contribue à institutionnaliser les divisions internes. La Méditerranée devient ainsi un espace de rivalités géopolitiques, tandis que le Sahara méridional demeure un territoire marqué par l'économie informelle et les compétitions sécuritaires. C'est dans cette perspective que la dimension tchadienne et sahélienne du conflit prend tout son sens. Depuis 2011, le Sud libyen; notamment les régions de Sebha, Koufra et Mourzouq; s'est transformé en plateforme de circulation transfrontalière où transitent armes, carburant, migrants et combattants, révélant l'imbrication croissante des dynamiques sécuritaires régionales. Plusieurs groupes armés tchadiens se sont implantés dans le Sud libyen, souvent recrutés comme mercenaires par l'Armée nationale libyenne ou par certaines milices locales. Le cas du Front pour

³⁵ LACHER, W., *Libya's Fragmentation: Structure and Process in Violent Conflict*, Op. Cit.

³⁶ NYE J. S. JR., *The Future of Power*, PublicAffairs, New York, 2011.



l'alternance et la concorde au Tchad (FACT), installé dans la région d'Al-Jufra avant son offensive de 2021 contre N'Djamena, illustre particulièrement cette dynamique. Cette attaque, qui coûta la vie au président Idriss Déby Itno, a révélé l'ampleur de la porosité stratégique entre la Libye et le Tchad, ainsi que le rôle du conflit libyen dans l'instabilité sahélienne. Dans cette perspective, Buzan et Wæver évoquent l'existence d'un "complexe régional de sécurité", caractérisé par l'imbrication des dynamiques internes et transfrontalières.

Cette interpénétration géopolitique possède également une dimension économique. Le carburant libyen, largement subventionné, alimente d'importants réseaux de contrebande vers le Tchad et le Niger, où il nourrit des marchés parallèles. Selon plusieurs rapports onusiens³⁷, les trafics de carburant transitant notamment par les ports de Zawiya, Zouara et Ras Lanouf participent à la structuration d'une économie informelle transnationale. Ces flux illicites, souvent tolérés ou instrumentalisés par certains acteurs locaux, financent les opérations militaires et renforcent des réseaux de pouvoir régionaux fondés sur des logiques clientélistes. Ce système illustre ce que William Reno qualifie de "shadow" state, c'est-à-dire un ordre politique parallèle reposant davantage sur les ressources extralégales et les échanges informels que sur la légitimité institutionnelle³⁸.

La géographie du désordre se double ainsi d'une véritable économie politique du conflit: la rente pétrolière, initialement instrument de pouvoir interne, devient progressivement une ressource régionale de déstabilisation. Cette dynamique rejoint les logiques du système-monde décrites par Wallerstein, dans lesquelles la Libye s'insère dans un réseau global où les ressources locales servent les intérêts des puissances extérieures, tandis que les périphéries sahariennes et sahéliennes deviennent des espaces de fragmentation souveraine.

Architectes volontaires ou involontaires du désordre, les puissances étrangères ont progressivement établi des zones d'influence de facto en Libye. La Russie et la Turquie ont notamment réussi à légitimer leur présence militaire sous couvert de coopération sécuritaire, consolidant ainsi leur rôle d'arbitres extérieurs. Cette internationalisation asymétrique maintient la Libye dans une

³⁷ Nations Unies, Rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité sur la Libye, S/2022/427, 27 mai 2022.

³⁸ RENO, W., *Warlord Politics and African States*, Lynne Rienner Publishers, Boulder (CO), 1998.



situation de dépendance structurelle, où le contrôle des ressources conditionne largement les marges de négociation diplomatique. De son côté, l'Union européenne, engagée à travers les missions EUBAM et Irini, peine à exercer une influence stabilisatrice durable en raison de ses divisions internes et de la concurrence franco-italienne autour des intérêts énergétiques libyens.

La militarisation des infrastructures pétrolières; notamment les terminaux d'Es Sider et de Ras Lanouf ainsi que les champs d'Al-Sharara; ainsi que la présence croissante d'acteurs étrangers autour de ces installations révèle l'importance stratégique des ressources libyennes dans les équilibres régionaux et internationaux. Les grandes compagnies pétrolières internationales, telles que Total, ENI, BP ou Wintershall, participent indirectement à cette dynamique, dans la mesure où leurs intérêts économiques influencent souvent les orientations diplomatiques de leurs États respectifs. La Libye apparaît ainsi comme un espace de rivalités multipolaires où la souveraineté économique se trouve progressivement subordonnée aux logiques de compétition géostratégique.

Dans une perspective géopolitique plus large, la crise libyenne s'inscrit dans un environnement régional profondément marqué par les bouleversements du Moyen-Orient et du Sahel. L'invasion de l'Irak, la guerre en Syrie, l'effondrement de plusieurs États voisins ainsi que les relations fluctuantes avec le Tchad, le Soudan, l'Égypte, la Tunisie et l'Algérie ont contribué à redéfinir les équilibres régionaux. Ces transformations ont nourri, au sein du pouvoir libyen, une perception du système international fondée sur la méfiance, la rivalité et la recherche d'autonomie stratégique.

D'autant plus, on ne peut pas parler de Kadhafi sans rappeler ses ambitions panarabes et panafricaines, portés par une conviction inébranlable que les États arabes ne pouvaient prétendre à la dignité politique qu'en se libérant des tutelles étrangères. Inspiré par le nassérisme³⁹, Kadhafi rêvait d'une union arabe robuste, d'un espace politique unifié et affranchi des dépendances économiques. Il a cherché à incarner ce rôle de guide, souvent autoproclamé, d'un monde arabe "libéré", rôle qui n'a jamais été unanimement reconnu mais qui a marqué l'histoire politique de la région.

On ne peut, non plus évoquer cet ancien président, qui exigeait d'être nommé "le Guide", sans mentionner sa politique étrangère, fréquemment

³⁹ Pour étudier la pensée nassérienne. On recommande un texte rédigé par Nasser lui-même. NASSER, G. A., *Falsafat al-Thawra (La philosophie de la révolution)*, 1954.



qualifiée d'agressive⁴⁰. Ses affrontements avec les États-Unis, son rapprochement stratégique avec l'URSS, ses prises de position radicales sur la question israélo-palestinienne, ou encore ses interventions répétées dans les affaires intérieures des pays voisins, témoignent d'une diplomatie à la fois ambitieuse, imprévisible et profondément idéologique. Kadhafi refusait la neutralité : il avançait, provoquait, contestait, parfois au prix d'un isolement international lourd de conséquences.

Car Kadhafi n'a jamais été un acteur passif. Convaincu du potentiel de la Libye et, au-delà, de celui des "nations sœurs" arabes et africaines, il a nationalisé l'industrie pétrolière avec détermination, noué des alliances audacieuses, défié les équilibres régionaux et doté son pays d'une politique étrangère singulière, parfois dérangeante, souvent déroutante. La politique américaine à l'égard de la Libye illustre parfaitement cette logique: comme le souligne Zoubir, le véritable moteur des tensions américano-libyennes résidait moins dans le soutien allégué au terrorisme que dans la décision de Kadhafi de nationaliser partiellement les ressources pétrolières du pays dans les années 1970, acte perçu par Washington comme une menace directe à ses intérêts économiques et stratégiques dans la région⁴¹.

Indépendamment de ses dérives autoritaires, de la personnalisation extrême du pouvoir et de ses erreurs stratégiques, il a imposé une présence qui a façonné durablement le fonctionnement interne de l'État libyen, comme sa place dans la région.

Enfin, on ne peut pas analyser la chute de Kadhafi sans se rappeler de l'image brutale de son assassinat. Une image qui ne dit pas seulement la fin d'un régime, mais aussi l'ampleur de l'intervention internationale dans le conflit libyen; rôle assumé et justifié par les dirigeants de l'OTAN, et reconnu explicitement par Barack Obama dans ses discours. Cette séquence a ancré dans la mémoire collective l'idée d'une ingérence décisive, qui continue d'alimenter jusqu'à aujourd'hui les débats sur la souveraineté, la légitimité et les responsabilités externes dans le chaos libyen. Les interventions américaines dans les régions pétrolifères, qu'il s'agisse du Moyen-Orient ou de l'Afrique du Nord, reflètent non seulement des intérêts stratégiques et économiques,

⁴⁰ COLGAN, J. D., *Petro-Aggression: When Oil Causes War*, Cambridge University Press, 2013, p. 14.

⁴¹ ZOUBIR, Y. H., "Libya in US Foreign Policy: From Rogue State to Good Fellow?", *Third World Quarterly*, Vol. 23, No. 1, 2002, p. 32.

mais aussi une volonté de maintenir la primauté des États-Unis sur l'échiquier mondial. Dans ce contexte, Pelletière⁴² note que l'acceptation quasi unanime de ces conflits par l'opinion américaine révèle une dimension psychologique profonde, liée à une peur latente. Selon lui, cette attitude traduit surtout une inquiétude plus fondamentale quant à la perspective de voir diminuer le statut hégémonique des États-Unis. Les interventions militaires et les politiques pétrolières ne sont que des moyens de préserver une position de domination globale face aux défis géopolitiques émergents.

En définitive, la Libye post-Kadhafi incarne une géopolitique d'interdépendances complexes: un pays riche mais fragmenté, où la rente, la géographie et les ingérences s'entremêlent pour alimenter une instabilité chronique. Ses frontières méridionales, notamment avec le Tchad, représentent à la fois une extension du conflit intérieur et un facteur régional majeur de vulnérabilité. Tant que la gouvernance pétrolière restera morcelée et captée par des intérêts concurrents, la paix dépendra d'un fragile équilibre entre les puissances étrangères, les dynamiques locales et les contraintes territoriales.

III. GOUVERNANCE PÉTROLIÈRE ET PERSPECTIVES DE PAIX

Au début du XVI^e siècle, Thomas More publiait *L'Utopie*, œuvre fondatrice du genre littéraire utopique, proposant une société idéale régie par la raison, l'équité et la justice⁴³. Loin de se limiter à un simple exercice de pensée, cette idée de l'utopie offre un outil conceptuel pour envisager la gouvernance et la réorganisation d'un État post-conflit. Toutefois, l'établissement de la paix est soumis à des enjeux multiples et à des dynamiques imprévisibles. Dans le contexte libyen, la rente pétrolière constitue non seulement un pilier de l'économie nationale, mais également un levier stratégique capable de favoriser le consensus et de structurer un ordre politique plus juste. Pensée dans une perspective de transformation à long terme, la gouvernance des ressources pétrolières peut orienter l'action publique vers des objectifs collectifs, durables et éthiques, en contribuant à la recomposition du lien social et politique. Sans envisager utopiquement une paix parfaite ni la présenter comme irréalisable, la conscience collective peut ainsi guider positivement la

⁴² PELLETIÈRE, S. C., *America's Oil Wars*, Bloomsbury Publishing USA, 2004, p. 132.

⁴³ MORE, T., *L'Utopie*, trad. Marie Delcourt, Paris, Gallimard, coll. Folio classique, 1994.



reconstruction, offrant une perspective pragmatique mais ambitieuse pour la stabilité future de la Libye⁴⁴.

1. La rente pétrolière comme levier de reconstruction

Plongée depuis 2011 dans un chaos tribal et gouvernemental jugé insurmontable, selon le politologue tunisien Hatem M'rad⁴⁵, enfermée dans un long hiver politique à l'issue incertaine, la Libye se trouve aujourd'hui à l'orée d'un possible "printemps", non pas un printemps arabe idéalisé, mais l'amorce d'une renaissance. Si le pays demeure prisonnier de dynamiques conflictuelles, confronté à une architecture institutionnelle fragmentée, héritée d'un système autoritaire, il voit également émerger des tentatives, encore fragiles, de reconstruction étatique. Dans ce contexte, la question pétrolière apparaît comme un enjeu central de stabilisation⁴⁶. La transformation du pétrole, longtemps au cœur des conflits et des économies de guerre, d'une rente de domination en rente de coopération relève d'un choix politique impliquant la refondation du contrat social.

Pour sortir durablement de cet entre-deux historique, la reconnaissance d'une communauté de destin apparaît comme une condition essentielle pour transformer le pétrole en fondement d'une trajectoire nationale commune.

A. Le pétrole: instrument de légitimation

Max Weber distingue trois formes de domination légitime: rationnelle-légale, traditionnelle et charismatique⁴⁷; susceptibles de se combiner empiriquement. En Libye, le pouvoir fondé sur la rente a longtemps relevé d'une domination patrimoniale, reposant sur le charisme révolutionnaire de Kadhafi

⁴⁴ *Ibid.*, 254 p.

⁴⁵ Etat tombé lui-même dans un chaos tribal et même gouvernemental insurmontable, M'rad, Hatem. *Révolutions Arabes et Jihadisme: Essai Politique*, op.cit.

⁴⁶ Cette perspective rejoint la nuance apportée par Ross lui-même dans ses travaux ultérieurs: la malédiction des ressources n'est pas un phénomène inéluctable, son intensité variant significativement selon la qualité des institutions et des mécanismes de gouvernance mis en place. C'est précisément cette ouverture théorique qui fonde l'espoir d'une trajectoire différente pour la Libye. Voir: Ross, M. L., "The Oil Curse: What Do We Know Now?", ROSS, M. L., "The Oil Curse: What Do We Know Now?", *Annual Review of Political Science*, Vol. 18, 2015, pp. 239-25.

⁴⁷ WEBER, M., *Économie et société, Op. Cit.*, p. 24.



et sur un système de redistribution clientéliste assurant la loyauté des groupes sociaux. L'effondrement de ce régime a laissé un vide que des structures étatiques affaiblies n'ont pu combler, entraînant une crise de la représentation où chacun revendique sa propre autorité.

Dans ce contexte de concurrence des légitimités, la gestion et la redistribution de la rente pétrolière deviennent des éléments de légitimation, en ce qu'elles fondent la reconnaissance de l'autorité et l'acceptation du pouvoir politique. La reconstruction institutionnelle suppose dès lors la restauration d'une légitimité économique, entendue comme la capacité reconnue à gérer la rente pétrolière de manière transparente, équitable et prévisible.

Comme l'a montré Douglass North⁴⁸, les institutions se reconstruisent toujours dans le cadre de trajectoires héritées. Appliqué à la Libye, où l'État distribue la rente plus qu'il ne gouverne, où l'impôt cède la place aux revenus pétroliers et où la citoyenneté économique dépend de la loyauté politique.

Transformer cet héritage qui freine l'émergence d'institutions robustes et redevables, exige une refonte du contrat social, par la clarification des responsabilités, le rééquilibrage des relations et l'établissement des mécanismes de redevabilité. Il s'agit de redéfinir les modalités par lesquelles la rente fonde l'autorité, non plus par la loyauté clientéliste, mais par la reconnaissance d'une justice distributive, afin que ces ressources cessent d'être un privilège capté pour devenir un instrument de légitimité collective.

La métaphore de Janus, dieu romain aux deux visages, permet alors de saisir la configuration actuelle. La rente pétrolière oscille entre domination et prédation, d'une part, et coopération, redistribution et consolidation institutionnelle, d'autre part. La Libye se situe à cette jonction critique, où la capacité à transformer une ressource historiquement génératrice de fractures en levier de cohésion nationale conditionnera la reconstruction institutionnelle.

B. Le pétrole: vecteur de cohésion territoriale

La fragmentation actuelle de la Libye ne résulte pas seulement de la prolifération des groupes armés ou de la compétition institutionnelle; elle prolonge des clivages historiques enracinés dans la géographie politique du pays. La Tripolitaine, la Cyrénaïque et le Fezzan ont longtemps coexisté sans jamais véritablement converger vers un projet national partagé. Sous le régime de

⁴⁸ NORTH, D. C., *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge University Press, Cambridge, 1990, pp. 92-104.



Kadhafi, la centralisation de la rente pétrolière a fonctionné comme un mécanisme de dissimulation, masquant les déséquilibres territoriaux plus qu'elle ne les résolvait. La chute du régime a révélé ces fractures latentes et replacé la question territoriale au cœur de la crise libyenne.

Cette reconfiguration s'exprime notamment à travers l'opposition persistante entre deux visions concurrentes de l'État libyen: l'une, centralisée, héritée de la période postcoloniale, où Tripoli demeure le centre exclusif de décision et de redistribution; l'autre, plus décentralisée, portée par des régions revendiquant une autonomie accrue dans la gestion et l'allocation des ressources. Les déséquilibres historiques entre territoires, en particulier entre une Tripolitaine longtemps favorisée et une Cyrénaïque porteuse de revendications récurrentes, alimentent les tensions autour du partage de la rente. À ces divergences institutionnelles s'ajoutent des dynamiques de commerce illicite lié à la contrebande, qui compliquent davantage la construction d'un compromis territorial durable. Le défi post-2011 est donc double : reconstruire l'État et produire des mécanismes de cohésion territoriale capables de réinscrire les régions dans un horizon politique commun. Cela implique une réallocation territorialisée de la rente pétrolière, reconnaissant les spécificités locales tout en préservant l'unité économique du pays.

L'approche institutionnaliste d'Elinor Ostrom fournit un cadre théorique fécond pour penser cette gouvernance. Elle montre que la durabilité d'un bien commun dépend moins de la centralisation bureaucratique que de la capacité des acteurs à élaborer des règles partagées, contextualisées et socialement légitimes⁴⁹. Appliquée à la Libye, cette perspective conduit à concevoir une gouvernance de la rente fondée sur la coopération entre différents niveaux d'acteurs: l'État, les régions et les organismes indépendants. Cette architecture doit permettre d'allier l'unité du secteur pétrolier et la cohésion territoriale, en combinant une gestion centralisée des infrastructures et une redistribution contrôlée et transparente. La création de comités régionaux de surveillance, associés à des organes nationaux indépendants, pourrait renforcer la traçabilité de la rente et restaurer la confiance entre citoyens et institutions. La rente cesse ainsi d'être un privilège capturé par des groupes armés ou des factions régionales; elle devient un vecteur de cohésion nationale. Mais cette conversion n'est ni automatique ni évidente: elle implique de rompre

⁴⁹ OSTROM, E., *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action*, Cambridge University Press, Cambridge, 1990.



avec les usages de la rente hérités de la guerre, et d'en faire l'axe d'une réorientation économique et diplomatique vers une paix durable.

2. Les infléchissements possibles

L'histoire récente de la Libye révèle une oscillation permanente entre la tentation de guerre et la logique de la paix, une sorte de réversibilité permanente où chaque avancée vers la stabilisation semble immédiatement menacée par le retour des rivalités armées. Au cœur de cette dynamique ambivalente, la rente pétrolière constitue un élément de bifurcation, qui peut être facteur de conflictualité lorsqu'elle sert des stratégies de prédation, mais aussi, potentiellement, levier de pacification dès lors qu'elle est insérée dans un cadre politique capable de la transformer en ressource collective et en instrument de régulation. Ce potentiel dual de la rente fait de la pacification libyenne un processus fondamentalement tributaire de la capacité des acteurs à infléchir les trajectoires héritées des années de guerre.

L'enjeu n'est donc pas simplement de mettre fin aux violences, mais de produire les bases d'un ordre politique crédible, suffisamment robuste pour résister aux logiques centrifuges qui ont structuré le pays depuis 2011. La réinstitutionnalisation d'un pouvoir public capable de relayer les groupes armés et de rétablir l'autorité des règles communes repose sur des transformations qui, à cet égard, se révèlent décisives: La transition d'une économie de guerre vers une économie de paix, où la rente n'alimente plus la compétition violente mais soutient un pacte distributif reconnu comme légitime; et la reconfiguration du jeu international, non pas comme champ d'instrumentalisation des acteurs libyens, mais comme espace de soutien coordonné à la stabilisation. Ensemble, ces infléchissements définissent les conditions d'une pacification durable, c'est-à-dire d'un processus qui dépasse la simple cessation des hostilités pour engager la Libye dans une dynamique de reconstruction institutionnelle et de consolidation étatique.

A. De l'économie de guerre à l'économie de paix : reconfigurer les incitations

La décennie post-2011 a vu l'émergence d'une véritable "économie politique de la violence"⁵⁰, où milices, groupes tribaux, réseaux transfrontaliers

⁵⁰ Selon MARTINEZ, L., *La Libye de Kadhafi a fait l'économie d'une guerre civile*; MARTINEZ, L., *Violence de la rente pétrolière : Algérie – Libye – Irak*, Presses de Sciences Po, Paris, 2010.



et entrepreneurs de l'insécurité tirent profit de la contrebande, de la taxation informelle, de la capture des infrastructures pétrolières et de l'infiltration des institutions. Cette configuration correspond au modèle analysé par Paul Collier et Anke Hoeffler, selon lesquels, lorsque les gains de la guerre surpassent ceux de la paix, le conflit devient rationnel au sens du choix stratégique des acteurs⁵¹. La transition vers une économie de paix repose donc sur une idée fondamentale: rendre la stabilité plus rentable que la confrontation. Cela implique de transformer les structures d'incitation qui ont entretenu la fragmentation du pays, en privilégiant progressivement des dispositifs de reconstruction, notamment la redistribution de la rente pétrolière destinée à renforcer le capital humain et à structurer des alternatives économiques durables.

L'analyse de Matt Wilde sur le Venezuela offre un éclairage particulièrement pertinent pour la Libye. Dans *A Blessing and a Curse*, Wilde met en évidence une "contradiction performative" de la rente: le pétrole, censé être un instrument de justice sociale, devient simultanément un facteur d'incertitude morale, de fragilisation institutionnelle et de recomposition des attentes citoyennes. Cette tension traverse les espaces du quotidien, où l'argent de la rente émancipe, mais déstabilise; il promet, mais expose les individus à une volatilité sociale et émotionnelle croissante⁵². Transposée à la Libye, cette grille de lecture permet de comprendre que l'économie de paix ne dépend pas seulement de mécanismes macroéconomiques ou institutionnels, mais aussi de la manière dont les Libyens interprètent moralement la ressource. Le pétrole peut devenir un "objet anxiogène": un bien circulant sans règles stables, incitant les acteurs locaux à anticiper le pire, à sur-réagir ou à développer des stratégies d'accaparement par précaution. La pacification libyenne devra donc s'appuyer sur une compréhension fine de ces mécanismes: si le pétrole continue à être perçu comme un "gain contingent" plutôt que comme un bien commun sécurisé par des institutions crédibles, les incitations à la coopération resteront fragiles.

Ces impératifs s'inscrivent dans une conception élargie de la paix, telle que formulée par Johan Galtung⁵³, qui distingue la *paix négative*, entendue

⁵¹ COLLIER, P. et HOFFLER, A., "Greed and Grievance in Civil War", *Oxford Economic Papers*, Vol. 56, No. 4, 2005, pp. 563-595.

⁵² WILDE, M., *A Blessing and a Curse: Oil, Politics, and Morality in Bolivarian Venezuela*, Stanford University Press, 2023.

53 GALTUNG, J., "Violence, Peace, and Peace Research", *Journal of Peace Research*, Vol. 6,



comme simple absence de combats, de la *paix positive*, fondée sur la reconstruction des structures sociales et économiques de manière à rendre la violence non rentable. En Libye, cela implique que la cessation des hostilités ne saurait suffire: il est indispensable de restaurer les circuits de confiance, de rebâtir des institutions distributives et d'éliminer les conditions matérielles qui alimentent la mobilisation armée. L'expérience libyenne montre toutefois que la reconstruction économique ne peut être envisagée indépendamment des logiques de pouvoir. Les travaux de la transitologie l'ont mis en évidence: l'action stratégique des élites, leurs calculs à court terme et la fragmentation de leurs préférences pèsent lourdement sur l'orientation de la transition. En Libye, les élites locales et militaires ne disposent d'aucune garantie quant à la préservation de leur position dans un nouvel ordre politique, ce qui renforce leur incitation à maintenir des structures de rente sécurisées par la force. La pacification économique doit donc s'accompagner de la mise en place d'un cadre institutionnel crédible, susceptible de réduire l'incertitude et de garantir des bénéfices véritablement collectifs, plutôt que strictement fonctionnels.

Les réouvertures successives de terminaux pétroliers stratégiques, tels qu'Es Sider et Ras Lanouf, illustrent ce mécanisme: la reprise de la production a, à plusieurs reprises, contribué à apaiser les tensions locales par une redistribution négociée et la mise en place d'arrangements temporaires de sécurité. Ce type de solution hybride témoigne de la recherche de compromis pragmatiques dans une période de transition où les institutions formelles restent fragiles.

Mais la réussite de ce processus dépend aussi de la transformation d'un élément moins visible mais déterminant: le rapport à la rente. Tant que le pétrole sera perçu comme un butin à capturer plutôt que comme un bien public à protéger, les incitations resteront orientées vers la prédation plutôt que vers la coopération. L'enjeu consiste donc à instaurer ce que certains auteurs qualifient d'"éthique des ressources naturelles"⁵⁴, fondée sur la transparence, la participation citoyenne, la justice distributive, le contrôle public et la responsabilité institutionnelle.

En définitive, la transition vers une économie de paix en Libye requiert

No. 3, 1969, pp. 167-191.

⁵⁴ STIGLITZ, J. E. et CHARLTON, A., *Fair Trade for All: How Trade Can Promote Development*, Oxford University Press, Oxford, 2007.



une articulation étroite entre réformes institutionnelles, redistribution équitable de la rente et réorientation stratégique des acteurs. La paix ne se décrète pas; elle se construit par la convergence progressive d'intérêts stabilisés, d'incitations bien calibrées et d'un cadre institutionnel capable de crédibiliser les engagements. L'incertitude; selon Guillermo O'Donnell et Philippe Schmitter constitue l'élément cardinal de toute transition⁵⁵, dans la mesure où aucun acteur ne maîtrise totalement les effets de ses propres choix.

B. Vers une diplomatie de la paix énergétique

Le marché pétrolier libyen est inséré dans des interdépendances globales que le pays ne peut ignorer. La place de la Libye dans l'environnement régional post-2011 s'explique largement par le rôle structurant de la rente pétrolière dans ses dynamiques internes et ses relations extérieures. Le pétrole façonne à la fois les modalités de projection de puissance, les capacités de négociation diplomatique et les configurations de conflictualité qui traversent le pays. Il inscrit la Libye dans un espace stratégique complexe, marqué par la superposition de logiques de puissance concurrentes, de régimes d'interdépendance partielle et d'univers normatifs hétérogènes, au sein desquels la ressource énergétique constitue un facteur central d'ordonnement. La Libye n'est pas un simple théâtre d'affrontements; elle est un nœud où se rencontrent des rationalités multiples que la théorie des relations internationales oblige à penser conjointement plutôt qu'à isoler.

Dans une lecture réaliste⁵⁶, la Libye apparaît d'abord comme un terrain de compétition entre puissances régionales et globales. Les interventions extérieures: turque, russe, émiratie, égyptienne, mais aussi européenne, répondent à une logique de maximisation d'intérêts. Le contrôle des terminaux, la présence dans les zones économiques exclusives méditerranéennes, l'accès aux corridors énergétiques, la sécurisation des routes maritimes, ou encore l'installation de bases militaires dans un espace reliant Méditerranée et Sahel, participent d'une stratégie classique de projection de puissance. À ce niveau, la fragmentation libyenne n'est pas une anomalie, mais l'effet attendu d'un système international où l'État faible devient un champ d'affrontements

⁵⁵ O'DONNELL, G. and SCHMITTER, P., *Transition from Authoritarian Rule*, 4^e éd., Johns Hopkins University Press, Baltimore et London, 1993.

⁵⁶ MORGENTHAU, H. J., *Politics Among Nations: The Struggle for Power and Peace*, Alfred A. Knopf, New York, 1948.



indirects. La rente pétrolière renforce cette dynamique: non seulement elle constitue un gain clair, mesurable et négociable, mais elle favorise encore la formation d'alliances fluides, souvent temporaires. Ainsi s'installe un régime d'instabilité structurelle, où les acteurs extérieurs privilégient une Libye fragmentée et exploitable à un État souverain difficilement influençable.

Pourtant, cette lecture par la compétition⁵⁷ ne suffit pas. L'institutionnalisme libéral propose une autre grille d'analyse, qui révèle des zones de coopération possibles⁵⁸. La sécurité énergétique euro-méditerranéenne, la stabilité des marchés pétroliers, la maîtrise des flux migratoires, la lutte contre les insurrections sahéniennes ou les réseaux criminels transnationaux créent des interdépendances interétatiques que nul acteur ne peut ignorer. Dans cette perspective, la Libye peut devenir un point de stabilisation, un partenaire indispensable dès lors que la ressource pétrolière est intégrée dans des régimes de gouvernance robustes, répondant aux normes de transparence internationale. Les organisations internationales peuvent contribuer à réduire l'incertitude et à stabiliser les comportements des acteurs nationaux en imposant des standards communs⁵⁹. Cependant, si les gains mutuels sont indéniables, l'asymétrie structurelle persiste: alors que les institutions étrangères bénéficient d'une stabilité éprouvée, la Libye manque du socle institutionnel interne pour en capitaliser durablement les avantages de la coopération. La diplomatie énergétique relève ainsi d'un exercice délicat, consistant à s'appuyer sur les cadres externes, tout en rebâtissant des institutions souveraines internes.

Une troisième dimension, souvent marginalisée, complète ces analyses: le constructivisme. Celui-ci rappelle que les choix géopolitiques ne sont jamais purement matériels. Ils s'enracinent dans des représentations, des récits, des imaginaires politiques⁶⁰. La rente pétrolière est chargée d'une anxiété intrinsèque qui façonne les comportements des acteurs. Dans les milieux familiaux, professionnels ou militants, elle n'est pas perçue comme un bien stable mais comme une ressource fragile, susceptible d'être capturée ou perdue. Cette

⁵⁷ WALTZ, K. N., *Theory of International Politics*, Addison-Wesley, Reading (MA), 1979.

⁵⁸ KEOHANE, R. O., *After Hegemony: Cooperation and Discord in the World Political Economy*, Princeton University Press, Princeton, 1984.

⁵⁹ KEOHANE, R. O. et NYE, J. S., *Power and Interdependence: World Politics in Transition*, Boston, Little, Brown, 1977.

⁶⁰ WENDT, A., *Social Theory of International Politics*, Cambridge University Press, Cambridge, 1999.



économie morale de l'incertitude⁶¹ produit des stratégies défensives: accaparement préventif, méfiance envers les institutions, refus d'engagements contraignants, etc., qui reconfigurent en profondeur la manière dont les Libyens appréhendent les partenariats extérieurs. Ainsi, lorsque des accords énergétiques sont proposés, ils ne sont pas simplement évalués selon leur rentabilité matérielle mais à travers une grille de lecture morale: la crainte de voir la souveraineté amputée, la suspicion envers les intentions étrangères, le sentiment que le pétrole pourrait être une porte d'entrée pour une domination indirecte. La diplomatie libyenne doit donc intégrer cette dimension intime, presque affective, qui conditionne la réception interne des arrangements géopolitiques.

Ces trois logiques; réaliste, institutionnelle et constructiviste; ne s'opposent pas; elles coexistent, se superposent et souvent se contredisent. Le pays évolue dans un espace multi-échelles où la Méditerranée, le Sahel et le système international multipolaire imposent chacun leurs contraintes. Sur la façade méditerranéenne, la question des zones maritimes et des corridors gaziers inscrit la Libye dans des tensions qui opposent Turquie, Grèce, Italie et France. Dans l'arrière-pays sahéarien, l'effondrement des États voisins transforme le sud libyen en une zone de circulation armée et en corridor migratoire. À l'échelle globale, l'entrée d'acteurs hybrides comme les sociétés militaires privées, les réseaux transnationaux d'intermédiation et les appareils sécuritaires parallèles, crée une géopolitique fluide, fragmentée, où l'État n'est qu'un acteur parmi d'autres⁶². Le pétrole circule dans ce réseau complexe d'acteurs comme un attracteur: il attire les puissances, organise les alignements, provoque des basculements soudains. Il est la clef d'une lecture géopolitique à géométrie variable.

Dans ce contexte, la transformation de cette configuration instable en une véritable diplomatie de la paix énergétique suppose plusieurs conditions. Elle implique d'abord de restaurer la neutralité technique des institutions pétrolières, en particulier la NOC et la Banque centrale, dont la stabilité est l'une des rares constantes du pays. Elle nécessite ensuite de rendre prévisible l'usage de la rente en l'inscrivant dans des accords multilatéraux dotés d'une

⁶¹ SCOTT, J. C., *The Moral Economy of the Peasant: Rebellion and Subsistence in Southeast Asia*, Yale University Press, New Haven, 1976.

⁶² KELLNER, T. and TANCHUM, M. (dir.), *Energy Geopolitics in the Eastern Mediterranean*, European Institute of the Mediterranean / IEMed, 2021.

transparence renforcée, afin que les partenaires extérieurs ne perçoivent plus la Libye comme un terrain d'opportunités instables, mais comme un acteur fiable. Elle suppose également un travail interne de légitimation : tant que les citoyens percevront chaque accord comme une menace ou comme une capture de la ressource par une faction, l'ouverture internationale restera fragile. Enfin, la diplomatie libyenne doit apprendre à articuler Méditerranée et Sahel en une seule stratégie, plutôt que de traiter ces espaces comme deux sphères géopolitiques disjointes.

Si ces conditions de stabilisation institutionnelle, transparence, légitimation interne et capacité d'articulation régionale se réunissent, alors la rente pourrait cesser d'être un facteur de division pour devenir une infrastructure de coopération. La paix énergétique n'est pas un idéal abstrait: elle désigne un ordre dans lequel les ressources pétrolières forment un pont plutôt qu'un enjeu de confrontation, un mécanisme de projection vers l'avenir plutôt qu'un motif de méfiance. Dans cet horizon, la Libye pourrait occuper une place singulière dans la Méditerranée et le Sahel: non plus en tant qu'un espace traversé par les crises, mais un acteur pivot dont la capacité à réguler la rente aurait des effets stabilisateurs bien au-delà de ses frontières. Issa Ali et Charles Harvie soulignent l'importance stratégique du secteur pétrolier libyen, pour les équilibres énergétiques internationaux. Selon eux, la reconstruction économique du pays après les destructions de la guerre civile dépend largement de la rapidité avec laquelle ce secteur pourra être réhabilité, même si la durée et l'issue de ce processus demeurent incertaines⁶³.

À défaut d'une telle mutation, la Libye risque de demeurer prisonnière d'une paix de façade, dépendante des équilibres de rente et des ingérences étrangères. L'enjeu fondamental réside désormais dans la capacité de l'État libyen à faire de la rente pétrolière un instrument de reconstruction institutionnelle et de pacification, plutôt qu'un facteur durable de fragmentation politique.

IV. CONCLUSION

L'analyse menée dans cet article montre que la Libye, malgré l'importance

63 ALI, I. et HARVIE, C., "Oil and Economic Development: Libya in the Post-Gaddafi Era", *Economic Modelling*, Vol. 32, 2013, p. 284.



stratégique de ses ressources pétrolières, demeure confrontée à une fragmentation institutionnelle et géopolitique profonde, dans laquelle la rente occupe une place centrale. Loin de constituer un simple moteur économique, le pétrole s'est progressivement imposé comme un instrument de pouvoir, de légitimation et de compétition entre acteurs locaux, régionaux et internationaux. La dualité entre l'Est, riche en ressources, et l'Ouest, détenteur des principaux circuits financiers, illustre ainsi les contradictions structurelles d'un système rentier marqué à la fois par la dépendance, la rivalité et l'interdépendance.

L'étude met également en évidence que la gouvernance pétrolière peut devenir un levier de stabilisation à condition d'être intégrée dans un cadre institutionnel plus transparent, inclusif et prévisible. La pacification durable de la Libye suppose dès lors la consolidation des institutions souveraines, la transparence dans la redistribution de la rente ainsi qu'une meilleure articulation entre les dimensions nationales, régionales et internationales de la gouvernance énergétique.

Au-delà du cas libyen, cette réflexion souligne que les ressources stratégiques ne produisent ni stabilité ni conflit de manière automatique. Leurs effets dépendent essentiellement de la qualité des institutions, des mécanismes de redistribution et des formes de régulation politique qui encadrent leur exploitation. Dans cette perspective, la rente pétrolière peut devenir non seulement un facteur de puissance, mais également un instrument de reconstruction étatique, de cohésion territoriale et de coopération régionale.

La stabilité de la Libye apparaît ainsi étroitement liée à sa capacité à transformer la rente pétrolière d'un objet de captation concurrentielle en un fondement de légitimité collective et de solidarité politique. À défaut d'une telle transformation, les ressources énergétiques risquent de continuer à alimenter les logiques de fragmentation et les dépendances géopolitiques qui fragilisent durablement l'État libyen.

V. RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ALI, I. et HARVIE, C., "Oil and Economic Development: Libya in the Post-Gaddafi Era", *Economic Modelling*, Vol. 32, 2013.

ALLAN, J. A., *Libya: The Experience of Oil*, Routledge, London, 2022.

ARENDT, H., *Les Origines du totalitarisme*, éd. Gallimard, collection Quarto, Paris, 2002.

AUTY, R. M., *Sustaining Development in Mineral Economies: The Resource Curse Thesis*, Routledge, London, 1993.

BADIE, B., "Printemps arabe : un commencement", *Études*, No. 415, 2011.

BEBLAWI, H. et LUCIANI, G. (Eds.), *The Rentier State*, 1^{re} éd., Routledge, 1987.

BEN LAMMA, M. F., "Immuable et changeante : la géopolitique libyenne de l'après Kadhafi", *Maghreb – Machrek*, No. 214, 2012.

BOURDIEU, P., *Science de la science et réflexivité*, Raisons d'agir, Paris, 2001.

BUZAN, B. et WÆVER, O., *Regions and Powers: The Structure of International Security*, Cambridge University Press, Cambridge, 2003.

CHIVVIS, C. S., *Toppling Qaddafi: Libya and the Limits of Liberal Intervention*, Cambridge University Press, Cambridge, 2014.

COLGAN, J. D., *Petro-Aggression: When Oil Causes War*, Cambridge University Press, Cambridge, 2013.

COLLIER, P. et HOEFFLER, A., "Greed and Grievance in Civil War", *Oxford Economic Papers*, Vol. 56, No. 4, 2005.

COLLIER, P. et HOEFFLER, A., "Resource Rents, Governance, and Conflict", *Journal of Conflict Resolution*, Vol. 49, No. 4, 2005.

CORDEN, W. M. et NEARY, J. P., "Booming Sector and De-Industrialisation in a Small Open Economy", *The Economic Journal*, Vol. 92, No. 368, 1982.

EISENSTADT, S. N., *Traditional Patrimonialism and Modern Neopatrimonialism*, Beverly Hills, Sage Publications (Little, Brown and Company Series in Comparative Politics), 1973.

Extractive Industries Transparency Initiative (EITI), *The EITI Standard 2019*, Oslo, EITI International Secretariat, 2019.

FAURÉ, Y.-A. et MÉDARD, J.-F., "L'État business et les politiciens entrepreneurs. Néo-patrimonialisme et Big men : économie et politique", 1994.

NGOVON, G., "Le contrôle des ressources de l'État, un enjeu des conflits en Centrafrique", *Les Cahiers d'Outre-Mer*, No. 272, 2015.



FOUCAULT, M., “Les mailles du pouvoir” (entretien avec A. Fontana et P. Pasquino, 1976), in *Dits et écrits*, t. II, 1976-1988, Paris, Gallimard, 2001.

GALTUNG, J., “Violence, Peace, and Peace Research”, *Journal of Peace Research*, Vol. 6, No. 3, 1969.

GRAMSCI, A., *Les Cahiers de prison*, Cahier 3, Gallimard, Paris, 1983 [1948].

INTERNATIONAL CRISIS GROUP, Holding Libya Together: Security Challenges after Qadhafi, Middle East/North Africa Report N°115, 14 décembre 2011, <https://www.crisisgroup.org/middle-east-north-africa/libya/115-holding-libya-together-security-challenges-after-qadhafi>

KARL, T. L., *The Paradox of Plenty: Oil Booms and Petro-States*, University of California Press, Berkeley, 1997.

KELLNER, T. et TANCHUM, M. (eds.), *Energy Geopolitics in the Eastern Mediterranean*, European Institute of the Mediterranean (IEMed), Barcelona, 2021.

KEOHANE, R. O. et NYE, J. S., *Power and Interdependence: World Politics in Transition*, Boston, Little, Brown, 1977.

KEOHANE, R. O., *After Hegemony: Cooperation and Discord in the World Political Economy*, Princeton University Press, Princeton, 1984.

LACHER, W., *Libya's Fragmentation: Structure and Process in Violent Conflict*, I.B. Tauris, Londres, 2020.

M'RAD, H., *Révolutions Arabes et Jihadisme: Essai Politique*, Nirvana, 2017.

MACKINDER, H. J., “The Geographical Pivot of History”, *The Geographical Journal*, Vol. 23, No. 4, 1904.

MARTINEZ, L., “Libye: les usages mafieux de la rente pétrolière”, *Politique africaine*, No. 125, 2012.

MARTINEZ, L., *Violence de la rente pétrolière: Algérie – Libye – Irak*, Presses de Sciences Po, Paris, 2010.

MÉDARD, J.-F., “L'État néo-patrimonial en Afrique : une bibliographie raisonnée”, in MÉDARD, J.-F. (dir.), *L'État contemporain en Afrique*, Paris, Karthala, 1990.

MIGDAL, J. S., *Strong Societies and Weak States: State-Society Relations and State Capabilities in the Third World*, Princeton University Press, Princeton, 1988.

MORE, T., *L'Utopie*, trad. Marie Delcourt, Paris, Gallimard, coll. Folio

classique, 1994.

MORGENTHAU, H. J., *Politics Among Nations: The Struggle for Power and Peace*, New York, Alfred A. Knopf, 1948.

NASSER, G. A., *Falsafat al-Thawra (La philosophie de la révolution)*, 1954.

NATIONS UNIES, Rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité sur la Libye, 27 mai 2022, UN Doc S/2022/427. <https://www.securitycouncilreport.org>.

NORTH, D. C., *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge University Press, Cambridge, 1990.

NYE, J. S. JR., *The Future of Power*, PublicAffairs, New York, 2011.

O'DONNELL, G. et SCHMITTER, P., *Transition from Authoritarian Rule*, 4^e éd., Johns Hopkins University Press, Baltimore et London, 1993.

OSTROM, E., *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action*, Cambridge University Press, Cambridge, 1990.

PARGETER, A., *Libya: The Rise and Fall of Qaddafi*, Yale University Press, 2012.

PELLETTIÈRE, S. C., *America's Oil Wars*, Bloomsbury Publishing USA, 2004.

POPPER, K., *La société ouverte et ses ennemis*, Payot, Paris, 1972.

RENO, W., *Warlord Politics and African States*, Lynne Rienner Publishers, Boulder (CO), 1998.

ROSS, M. L., *The Oil Curse: How Petroleum Wealth Shapes the Development of Nations*, Princeton University Press, Princeton, 2012.

ROSS, M. L., "The Oil Curse: What Do We Know Now?", *Annual Review of Political Science*, Vol. 18, 2015.

SADIKI, L., *The Arab Spring: The End of Postcolonialism*, Zed Books, London, 2012.

SCOTT, J. C., *The Moral Economy of the Peasant: Rebellion and Subsistence in Southeast Asia*, Yale University Press, New Haven, 1976.

SKOCPOL, T., *States and Social Revolutions: A Comparative Analysis of France, Russia, and China*, Cambridge University Press, Cambridge, 1979.

ST JOHN, R. B., *Libya: From Colony to Revolution*, Oneworld Publications,



London, 2011.

STIGLITZ, J. E. et CHARLTON, A., *Fair Trade for All: How Trade Can Promote Development*, Oxford University Press, Oxford, 2007.

TILLY, C., *Coercion, Capital, and European States, AD 990–1992*, Blackwell, Oxford, 1992.

UNITED NATIONS SUPPORT MISSION IN LIBYA (UNSMIL), *Reports on Economic Dialogue and Revenue Management*, United Nations, 2018-2022.

VANDEWALLE, D., *A History of Modern Libya*, Cambridge University Press, 2012.

VOTRADOVCOVÁ, H., “Beyond Qaddafi’s Shadows: Subnational Narratives in Research on Post-Revolutionary Libya”, *Analele Universității “Ovidius” din Constanța – Seria Științe Politice*, Vol. 6, 2017.

WALLERSTEIN, I., *Le système-monde moderne*, Flammarion, Paris, 1980.

WALTZ, K. N., *Theory of International Politics*, Addison-Wesley, Reading (MA), 1979.

WEBER, M., *Économie et société*, Plon, Paris, 1971.

WEBER, M., *Essais sur la théorie de la science*, Plon, Paris, 1965.

WEBER, M., *Le Savant et le Politique*, Plon, Paris, 1959.

WENDT, A., *Social Theory of International Politics*, Cambridge University Press, Cambridge, 1999.

WILDE, M., *A Blessing and a Curse: Oil, Politics, and Morality in Bolivarian Venezuela*, Stanford University Press, 2023.

ZOUBIR, Y. H., “Libya in US Foreign Policy: From Rogue State to Good Fellow?”, *Third World Quarterly*, Vol. 23, No. 1, 2002.